

Présidence : M. Pierre **Enderlin**
Secrétaire : Mme Anne **Devaux**
Scrutateurs : Mme Marie-Claire **Mamin** et M. Antonio **Todde**
Huissière : Mme Lydie **Restauri**

Ordre du jour

- 1 Appel
- 2 Adoption de l'ordre du jour
- 3 Adoption du PV n° 7 - séance du 09 mars 2022
- 4 Communications du Bureau
- 5 Communications de la Municipalité
- 6 Projection vidéo n°4 et 5/12 vision communale
- 7 Rapport du préavis n° 01/03.2022 – section des infrastructures – Demande d'un crédit global de Fr. 1'217'900.00 pour financer la mise en séparatif des collecteurs d'eaux usées et claires, le remplacement de la conduite d'eau potable, ainsi que l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et la pose d'un éclairage public
- 8 Rapport du préavis n° 02/03.2022 – section des bâtiments – demande d'un crédit de Fr. 150'000.– pour financer l'étude pour la rénovation du centre culturel et sportif du Vieux-Moulin
- 9 Préavis n° 03/05.2022 - adoption de la gestion et des comptes 2021
- 10 Préavis n° 04/05.2022 - demande d'un crédit de Fr. 60'300.- pour financer l'agrandissement de l'UAPE du Chauchy
- 11 Motion n°02/2022 Fabrice Dessaux – Priorité Investissement pour le Climat
- 12 Commission PRM - élection de deux membres suppléants
- 13 Information des délégations aux Conseils intercommunaux - rapport PRM
- 14 Simples questions
- 15 Contre-appel

Le Président, M. Pierre **Enderlin**, ouvre la séance à 20h00.

1) Appel

M. Antonio **Todde**, scrutateur, procède à l'appel.

Excusé.e.s : M. Jérôme **Courtais**, M. Dominique **Dubugnon**, M. Roland **Locher**, Mme. Christie **Piquerez**, M. Sébastien **Pittet**, M. Joël **Tardy**,

Absents : M. Steve **Bugnon**, M. Todaro **Carmelo**

57 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, en accord avec les dispositions de l'article 55 du règlement du Conseil communal.

2) Adoption de l'ordre du jour

La discussion est ouverte. Le Président ouvre la discussion, la parole n'est pas demandée. Le Président procède au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

DÉCIDE

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

3) Adoption du PV n° 07 de la séance du 09 mars 2022

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, le Président procède au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

DÉCIDE

Le PV n°07 est accepté à l'unanimité.

4) Communications du Bureau

Communication avec le bureau

Je reçois régulièrement des courriels, sms, what's app, sur divers sujets, depuis la motion jusqu'à un avis d'absence. Je voudrais vous recommander de le faire le plus souvent possible par mail en copiant systématiquement le secrétariat, pour éviter les délais de prise en compte toujours possibles avec moi.

Extranet

Concernant extranet, nous l'avons nourri au fur et à mesure, nous avons ajouté un lien direct vers la page d'accueil dans nos infos par courriel, et nous ajoutons maintenant un groupe Municipalité afin que tout le monde soit informé et puisse accéder aux documents sitôt diffusés.

N'hésitez pas à me questionner pour des questions de compréhension quant à son usage. Je vous informe volontiers.

Sortie du Conseil

J'ai projeté une sortie du Conseil pour le samedi 18 juin, je vous invite à vérifier et je l'espère réserver cette date ; nous allons vous adresser un doodle rapidement, sitôt quelques détails encore fixés. Il s'agit d'une sortie surprise dont le thème commence par P et se termine par E, à la fois poétique, culturelle, méditative et qui sait un soupçon politique... Je suis en train d'achever les détails.

Elections cantonales

J'aimerais adresser publiquement mes félicitations et mes remerciements au bureau d'une part, et aux personnels appelés pour le dépouillement lors des élections cantonales. Également à notre secrétaire, pour l'organisation, depuis la préparation jusqu'à l'édition des PV, en passant par les convocations.

Tout s'est très bien passé, les délais ont été excellents et remarquables. Il s'agit vraiment d'un travail d'équipe et je crois que nous pouvons adresser nos applaudissements avec nos remerciements.

5) Communications de la Municipalité

Toutes les communications de la Municipalité se trouvent en annexe du présent procès-verbal.

6) Projection vidéo n°4 et 5 /12 vision communale

Le Centre Sportif du Cherrat

Le Centre sportif de Marcy

7) Rapport sur le préavis n° 01/03.2022 - – section des infrastructures – Demande d'un crédit global de Fr. 1'217'900.00 pour financer la mise en séparatif des collecteurs d'eaux usées et claires, le remplacement de la conduite d'eau potable, ainsi que l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et la pose d'un éclairage public

M. Alain **Jouffrey** rapporte pour la commission ad hoc.

M. Nicolas **Cottier** rapporte pour la commission des finances.

La Commission des finances propose l'amendement suivant: « **d'amender le point 4, lettres a à d, du préavis municipal no 01/03.2022 en ce sens que la durée d'amortissement est portée de 10 ans à 30 ans.** »

Le Président ouvre la discussion sur l'ensemble du préavis et de l'amendement et précise que l'amendement sera voté en premier puis, le préavis, amendé ou non.

M. François **Siegwart** demande, en référence à la remarque mentionnée en page 2 dans le rapport de la commission : « *Certains membres de la Commission notent que les chemins privés ne sont pas signalés sur le plan. On ne sait donc pas si c'est réalisé ou à faire. Ils souhaitent savoir combien cela représente et qui prend en charge le coût des travaux* ». Question : est-ce que la commission a reçu une réponse à cette question ?

M. Alain **Jouffrey** répond que la prise en charge des chemins privés doit être faite par les propriétaires.

Mme Véronique **Savioz** confirme le principe que tout ce qui privé est du ressort du privé et l'absence d'informations concernant les chemins privés.

M. Daniel **Oberson** se réfère au rapport de la commission qui précise que le montant de l'étude concernant l'éclairage public s'élève à Fr. 23'200.00. Il demande si l'étude prévoit un éclairage modulable.

Mme Véronique **Savioz** précise que par sécurité, la Municipalité a décidé d'augmenter l'éclairage public dans ce quartier. Elle ajoute « *Il existe effectivement des solutions modulables d'intensité en fonction des heures. Cependant, plus les systèmes sont performants plus ils sont chers et complexes mais il ne faut pas les écarter pour le futur* ».

M. Philipp **Langer** évoque la pollution lumineuse autour de son logement qui pose un problème.

M. Jacques **Rochat** félicite la commission des finances pour son amendement et affirme qu'il le soutient à 100%. Concernant le carrefour Glapin, Pommery et Perreret qu'il connaît très bien, il en confirme la dangerosité et la nécessité d'en améliorer la sécurité. En revanche, il met en doute la solution proposée dans le préavis qui consiste à changer l'axe de la signalisation des stops d'est en ouest actuellement pour les placer sur l'axe nord/sud. Il pense que la sécurisation dudit carrefour mérite une plus large étude.

M. Raymond **Tardy** revient sur l'intervention de M. Jacques **Rochat**. Il confirme la dangerosité du carrefour, notamment au niveau de la visibilité. Il propose de l'aménager comme un rond-point où chacun dispose d'une excellente visibilité de la circulation, ce qui offrirait une sécurité optimale à tous les usagers d'où qu'ils arrivent.

M. Marc **Hauswirth**: « *Avez-vous envisagé de réserver la circulation de ce passage sous voies aux piétons et cyclistes et de l'interdire aux voitures ?* »

Mme Véronique **Savioz** précise que la Municipalité s'est posé la question. Du point de vue de la mobilité douce ce serait un bon point. Néanmoins, cet accès à la route cantonale reste nécessaire pour les automobilistes, d'autant plus que l'idée générale est de conjuguer toutes les mobilités.

La parole n'est plus demandée, le Président clôt la discussion et met l'amendement au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'amender le point 4, lettres a à d, du préavis municipal no 01/03.2022 en ce sens que la durée d'amortissement est portée de 10 ans à 30 ans.

Avis favorables : 54

Avis contraires : 0

Abstentions : 2

L'amendement au préavis n° 01/03.2022 est accepté.

Le Président lit les conclusions du préavis tel qu'amendé

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre la mise en séparatif des conduites EC/EU, le remplacement de la conduite d'eau potable et l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry et la pose d'un éclairage public ;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme globale de CHF 1'217'900 TTC, se décomposant de la manière suivante :
 - CHF 756'400 pour la mise en séparatif des EC/EU,
 - CHF 299'100 pour le remplacement de la conduite d'eau potable,
 - CHF 139'200 pour l'aménagement routier du carrefour des chemins du Glapin, de Perreret et de Pomeiry,
 - CHF 23'200 pour l'éclairage public ; pour financer cette étude ;d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale ;
3. d'admettre que ces dépenses soient amorties de la manière suivante :
 - mise en séparatif : en 30 ans, dès 2024, par tranche annuelle de CHF 25'200, le solde la dernière année,
 - eau potable : en 30 ans, dès 2024, par tranche annuelle de CHF 9'900, le solde la dernière année, après déduction de la subvention de l'ECA
 - aménagements routiers : en 30 ans, dès 2024, par tranche annuelle de CHF 4'600, le solde la dernière année,
 - éclairage public : en 30 ans, dès 2024, par tranche annuelle de CHF 750, le solde la dernière année.

Le préavis n° 01/03.2022 est accepté à l'unanimité

8) Rapport sur le préavis n° 02/03.2022 – section des bâtiments – demande d'un crédit de Fr. 150'000.– pour financer l'étude pour la rénovation du centre culturel et sportif du Vieux-Moulin

Mme Sandrine **Pittolaz** rapporte pour la commission ad hoc.

M. Nicolas **Cottier** rapporte pour la commission des finances.

Le Président ouvre la discussion.

M. Philipp **Langer**: « *Est-ce que les installations sportives sont réservées aux élèves des écoles de Saint-Prex ou à l'ensemble de l'ASISE (Association Scolaire Intercommunale de Saint-Prex et Environs) dont les communes pourraient éventuellement participer au coût des travaux?* »

M. Stéphane **Porzi** répond que la salle de gym est uniquement utilisée par des élèves de Saint-Prex, il n'y a donc pas de participation d'autres communes.

La parole n'étant pas demandée, le président clôt la discussion et procède au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre l'étude pour la rénovation du centre culturel et sportif du Vieux-Moulin;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 150'000. -, pour financer cette étude;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt; 4. d'admettre que cette dépense soit amortie en une seule fois, en 2022

Avis favorables : 54

Avis contraires : 1

Abstention : 1

Le préavis n° 02/03.2022 est accepté.

9) Préavis n° 03/05.2022 - adoption de la gestion et des comptes 2021

Commission de gestion et Commission des finances

10) Préavis n° 04/05.2022 - demande d'un crédit de Fr. 60'300.- pour financer l'agrandissement de l'UAPE du Chauchy

Commission :

Mme Sandrine **Pittolaz**

Mme. Sophie **Rouquette**

Mme Sylvie **Perreten**

M. Jérôme **Courtais**

M. Blaise Van **Poucque**

Suppléants:

M. Marc-Antoine **Siegwart**

M. Dominique **Dubugnon**

Une liste des noms et coordonnées est à disposition. Le dossier est adressé par courriel, ainsi qu'à la commission des finances, par le secrétariat.

11) Motion n°02/2022 Fabrice Dessaux – Priorité Investissement pour le Climat

Le Président invite M. Fabrice **Dessaux** à présenter la motion (texte de l'intervention ci-dessous fourni par M. Fabrice **Dessaux**).

Parabole du TITANIC: Lors du naufrage du Titanic, l'orchestre chargé de jouer sur le paquebot a décidé librement de continuer à jouer jusqu'au dernier moment pour prévenir les effets de la panique à bord.

Les 8 musiciens sont morts lors de cette tragédie, considérés comme des héros. Certains historiens estiment néanmoins que l'orchestre a pu créer un faux sentiment de sécurité qui a poussé les gens à ne pas quitter le navire à temps. Pour ma part je ne souhaite pas que la Suisse ni même Saint-Prex ne fassent partie de l'orchestre en ce qui concerne la situation du climat. Nous devons agir maintenant.

Cette motion n'est pas là pour nous diviser mais au contraire pour nous rassembler, le Conseil avec la Municipalité.

Prendre conscience de l'importance et de la gravité de la situation pour agir en commun en priorisant les investissements pour le climat pendant 3 ans au moins.

Sans être naïf, il y a beaucoup de choses possibles à entreprendre dans notre collectivité, c'est maintenant une question de volonté politique.

Applaudissements du Conseil.

Le Président pose la question aux membres du Conseil « Celles et ceux qui sont favorables pour entrer en matière sur cette motion sont prié·e·s de lever la main. »

Mme Barbara **Dellwo** fait part de son incompréhension sur cette démarche et demande pourquoi la discussion n'est pas ouverte avant de répondre à cette question.

Le Président répond qu'il s'agit tout simplement de la procédure à suivre. (Le schéma du traitement d'une motion est projeté sur le grand écran). Tout d'abord on vote sur l'entrée en matière/ prise en considération, sur la base de la présentation par l'auteur, puis on ouvre la discussion pour voter sur l'opportunité de transmettre la motion à la Municipalité.

Le Président repose la question: « Celles et ceux qui sont favorables pour entrer en matière sur cette motion sont prié·e·s de lever la main. »

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Entendu le texte de la motion
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1- d'entrer en matière sur le sujet de la motion P.I.C. déposée par M. Fabrice **Dessaux**

Avis favorables : 52

Avis contraires : 3

Abstention : 1

Le Président ouvre la discussion

Mme Barbara **Dellwo** félicite le motionnaire pour sa motion courageuse. Elle demande à M. Fabrice **Dessaux** de préciser son point de vue à propos des panneaux solaires et notamment au regard des restrictions imposées au nom de la sauvegarde du patrimoine dans le vieux bourg.

Dans l'hypothèse que le Conseil se prononce favorablement sur cette motion, elle souhaite en savoir plus sur le degré de contrainte qu'il pourrait faire peser sur la Municipalité sur d'autres projets sans lien avec la priorité climatique.

M. Fabrice **Dessaux**: Les panneaux solaires montrent une évolution des pratiques et des priorités. Là où c'était interdit, aujourd'hui, c'est possible de poser des panneaux solaires et des tuiles sur tous les toits. *« Mais le sujet se révèle dans toute sa complexité et il faudra composer et garder un certain bon sens. Par exemple, la pose de panneaux solaires dans le bourg est une absurdité du point de vue de la protection du patrimoine, mais également du rendement du fait de la petite surface de toitures ainsi que de leur orientation. »* D'autres solutions peuvent être étudiées et il faudra y réfléchir.

Concernant la contrainte, elle n'existe pas. La motion donne une direction pour les trois ans à venir. L'idée est de laisser toute liberté à la Municipalité et de lui faire confiance, sachant qu'elle doit répondre aussi aux contraintes imposées par le Canton.

M. Denis **Oggiano**: (texte de l'intervention ci-dessous fourni par M. Denis Oggiano)

Le climat ne représente rien de moins que les conditions de vie sur terre. Il s'agit donc de quelque chose qui concerne tout le monde, sans distinction de bord politique. Aujourd'hui il est de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour limiter les dégâts sur le climat afin de préserver les conditions de vie pour nous-même et surtout pour nos enfants.

Pour rappel, la Suisse a ratifié les accords de Paris sur le climat de 2015 dont l'objectif est de limiter le réchauffement climatique à +1.5 degrés d'ici à 2100. La Suisse s'est ainsi engagée à réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre.

Face au peu d'action voire de l'inaction des gouvernements, les experts du GIEC tirent à nouveau la sonnette d'alarme et nous disent que pour avoir une chance de limiter le réchauffement à 1.5 degrés il est indispensable que les émissions atteignent un pic en 2025 pour ensuite diminuer très rapidement de 50% d'ici 2030 et ensuite atteindre un net zéro d'ici 2050.

Les rapports du GIEC démontrent que le dérèglement climatique est dû aux activités humaines. Si aucune action n'est entreprise la trajectoire actuelle des émissions de gaz à effet de serre nous emmène vers un réchauffement planétaire de 3 à 5 °C d'ici la fin du siècle. Or nous savons qu'un réchauffement planétaire de plus de 1.5 °C provoquera des dommages sociaux, économiques et sanitaires massifs. Ces conséquences affecteront (et affectent parfois déjà) toutes les collectivités. C'est donc une certitude, il est urgent de s'attaquer aux enjeux climatiques à tous les niveaux.

Les communes ont un rôle important à jouer pour lutter contre le réchauffement climatique car elles disposent de compétences et de leviers sur les principaux postes de gaz à effet de serre, par exemple les bâtiments et les transports. Également sur l'aménagement du territoire et pour la sensibilisation des habitants, ainsi que pour l'adaptation aux changements climatiques (par exemple la gestion des espaces verts ou des cours d'eau, la protection de la population, etc.).

Une action ambitieuse en matière climatique constitue également une opportunité économique. Elle réduit la dépendance à l'importation d'énergie fossile (mazout, gaz naturel pour le chauffage) et ouvre des marchés aux entreprises (isolation des bâtiments). Elle permet d'éviter des coûts futurs car investir maintenant coûtera moins cher que ne rien faire.

En pratique et pour notre Commune, Le Plan Energie et Climat Communal qui a été commandé permettra d'établir un plan d'actions en agissant sur plusieurs axes, par exemple : énergie, mobilité et adaptation aux changements climatiques.

Pour toutes ces raisons je vous recommande de soutenir la motion déposée par Fabrice **Dessaux** car il est important de prioriser les investissements liés à la protection du climat, tout en continuant de traiter d'autres investissements indispensables ou de remplacement. «

M. Jan **Von Overbeck**: *« L'idée de la motion est légitime, c'est plutôt le comment et le quand qui seront à discuter. Les discussions techniques au sujet des panneaux solaires dans le bourg ou non, ont fait partie des éléments de la réflexion du Plan directeur des énergies, pour savoir où, qui et comment on consomme de l'énergie dans notre Commune et cela de façon coordonnée »*. Il donne l'exemple du futur préavis pour la rénovation du Vieux-Moulin, dans lequel seront intégrés des éléments concrets tels que des panneaux solaires, qui vont dans le sens de la motion P.I.C.

M. Frédéric **Berthoud** précise qu'il s'exprime en son nom personnel. Le texte est dans l'air du temps, mais pose des problèmes dans son application. Il donne une série d'exemples actuels et passés, tels que les machines de chantier qui fonctionnent au diesel et sont polluantes, la réalisation des terrains de Marcy, les places de parcs pour les voitures...pour montrer le risque de bloquer des projets à venir « *Je trouve qu'il y a une grande différence entre le papier et le discours, je prends l'exemple de la rénovation du Vieux Moulin. Est-ce qu'on va dire que les gens vont venir au spectacle ou au loto à vélo ou en train et on va supprimer des places de parcage parce que c'est dans l'air du temps? Je ne suis pas contre la nature, personne n'a envie de voir mourir cette terre, mais ce n'est pas par des interdictions et des solutions extrêmes que les gens vont suivre cette politique et je voterai contre cette motion.* »

M. Fabrice **Dessaux**: « *Ni interdiction, ni solutions extrêmes, ce n'est que du compromis* »

M. Jacques **Rochat**: « *J'ai voté pour l'entrée en matière, j'ai étudié cette motion qui ne m'a pas du tout persuadé. Je remercie M. Frédéric Berthoud, car c'est vrai qu'on ne va pas se remettre à la pelle et à la pioche pour creuser sous le pont CFF. Qu'est-ce qu'on peut faire au niveau de nos entreprises ? L'agriculture est soumise à une terrible pression de ce côté-là. J'étais au cimetière ce matin et quand je vois un tracteur tourner tout le temps avec une machine à vapeur à haute pression pour griller les petites herbes, je ne suis pas sûr que ce soit plus écologique que 2 déci et demi de roundup. Avec une boille à dos je vous fais tout le cimetière, parfois il faut savoir un petit peu où on va.* ». Concernant les panneaux photovoltaïques, nous sommes obligés de par les nouvelles lois cantonales de produire une certaine production d'énergie renouvelable. Il donne l'exemple des pompes à chaleur qui vont dans le bon sens et il faut de l'électricité pour les faire tourner. « *Je ne vois pas d'un bon oeil la pose de panneaux noirs sur les toits de notre bourg, en même temps, il faut vivre avec son temps. Et c'est un peu contradictoire de dire on veut de l'énergie propre mais qu'on la fasse ailleurs, pas sur nos toits. Personnellement je vois difficilement la mise en oeuvre de cette motion et cela fera un tas de discussions à pinailler. J'ai 4 petits enfants, je leur souhaite longue vie et j'espère qu'il y aura de nombreuses générations derrière, mais je ne pense pas que cette motion apportera une meilleure efficacité. Etre conscient du réchauffement climatique oui, que chacun fasse sa part, qu'on évite d'aller en vacances à l'autre bout du monde trois fois par année. Ce qu'on peut faire à la Commune, je pense que la Municipalité va le faire et personnellement je ne voterai pas à la soumission de la motion à la Municipalité* ».

M. Sylvain **Rodriguez** : « *Quelques considérations et mon avis personnel. Je suis convaincu par l'urgence de la situation. Dans la motion on parle des trois ans, c'est vrai que le monde ne va pas s'écrouler en trois ans, mais c'est quand même une tendance très très lourde et il y a des points de non retour. Lorsqu'une espèce vivante aura disparu, elle ne va pas réapparaître. Lorsque le permafrost aura libéré du méthane, celui-ci ne va pas réintégrer le sol. A l'échelle de la Commune on peut vraiment agir sur le volet de la réduction des émissions de CO₂ mais aussi de l'adaptation au changement climatique. L'exemple des panneaux solaires, on le voit, cristallise le débat. Je pense que ce n'était pas une bonne idée de le mettre dans la motion et je l'ai dit à Fabrice. Sur le fond je rejoins totalement le motionnaire, mais j'ai peut-être une autre lecture. Selon moi, le climat doit vraiment être le fil rouge qui accompagne tous les projets de la Commune. Surtout, tous les projets doivent intégrer une dimension climatique. Je reviens sur les deux dimensions climatiques. Réduire les émissions de CO₂ et je suis d'accord avec Jan, le plan directeur des énergies va le faire. Mais ne pas oublier le volet de l'adaptation au changement climatique et force est de constater que le plan directeur des énergies ne va pas atteindre cet objectif. Par contre, cette motion, en l'acceptant, va permettre d'étudier tous les projets sous cet angle climatique et en ce sens c'est une grille de lecture que nous devons avoir actuellement. La mutualisation des forces évoquée dans la motion est aussi positive pour économiser nos ressources et c'est nécessaire. On mentionne la Commission climat et durabilité dont je fais partie. Nous nous sommes peu exprimés dans le cadre de ce Conseil. Elle est à la disposition de la Municipalité pour éclairer ces sujets et je pense que la commission s'exprimera plus souvent à l'avenir devant le Conseil pour parler de son travail d'appui à la Municipalité.* »

Mme Adélaïde **Tschanz** « *Je salue cette initiative, car nous savons tous qu'il y a urgence. Mais je me pose des questions sur la formulation. Quand on parle de remettre à plus tard « les projets de confort » qu'entend-on par le mot confort qui est très subjectif ? Concernant les projets sportifs, par exemple, pour certaines personnes, le sport est vital pour leur santé, ce n'est pas de l'agrément. Je pense que la protection du climat et les projets de confort peuvent être tout à fait menés de paire, l'un n'exclut pas l'autre.* »

Mme Anouck **Gaumann** souhaite réagir à l'intervention de Mme Adélaïde **Tschanz**, Mais d'abord elle s'adresse à M. Fabrice **Dessaux** pour confirmer que le sujet de la motion compte pour elle. Elle précise que la Municipalité n'a pas à choisir entre le Canton et son Conseil, mais doit mener un travail commun. Pour revenir à la notion de confort et aux projets sportifs dont celui du skatepark pour les jeunes par exemple, qu'elle ne considère pas comme du confort, mais nécessaire à leur équilibre mental et physique, elle se demande si elle doit s'investir dans un préavis qui sera peut-être catalogué comme un sujet « de confort » par la Conseil et éventuellement refusé à ce titre. Cependant, elle affirme qu'elle va se battre malgré ses questionnements, également pour le parc à chiens.

M. Fabrice **Dessaux**: « *J'ai une position relativement ferme car si on part sur un texte trop mou on ira nulle part. Mais chacun reste libre de proposer et de défendre ses sujets* ».

Mme Barbara **Dellwo**: « *Je soutiens cette motion qui est formulée de manière ouverte. Il faut essayer de réagir de manière intelligente* ». Elle donne l'exemple de toutes les bouteilles d'eau en plastique posées sur les tables des conseillers et conseillères et qui ont choqué plusieurs d'entre eux. Elle pourrait voir comme une interprétation de la motion P.I.C., un rôle plus proactif de la Commission climat et durabilité, qui pourrait intervenir dans des préavis futurs comme celui du skatepark et comment mieux intégrer ces questions.

Mme Sandrine **Pittolaz** remercie M. Fabrice **Dessaux** pour sa motion qu'elle soutient. Elle propose des solutions pragmatiques. « *Par exemple reposer la question du centime sur l'électricité pour aider à l'achat d'un véhicule électrique ou hybride. Dans le plan des investissements figure un projet de nouveau port, on pourrait l'arrêter toute de suite à moins qu'il ne concerne les bateaux à rames. La Municipalité pourrait venir avec un projet pour poser des panneaux solaires sur le toit de la piscine et des bâtiments communaux* ».

M. Nicolas **Cottier** signale qu'on a pas attendu la motion pour agir. La Commission climat et durabilité intervient sur ces sujets et a l'occasion d'en parler avec les municipaux en charge de ses sujets. Au sein de la Commission des finances, il y a également eu des discussions avec les municipaux pour prioriser les projets et mettre l'accent sur des énergies renouvelables. Mais par deux fois le Conseil communal de la législature précédente est passé à côté de deux occasions d'aller de l'avant. Il salue la motion car elle permettrait de marquer une volonté du Conseil de dépasser ces deux échecs qui ont bloqué un peu la Municipalité dont tout le travail sur ces sujets a finalement été mis à la poubelle en quelque sorte. Au regard de certains projets votés par le Conseil et réalisés au prix de gros investissements sans que la question de la durabilité se soit posée, il considère que pour les générations futures, il n'est plus possible de tergiverser sur les panneaux photovoltaïques dans les futurs préavis et rien n'empêche d'avancer en parallèle avec le plan énergétique. En revanche, il souligne que la motion a tendance à opposer alors que c'est l'alliance qui permettra d'avancer.

Il soutient la motion, malgré certains termes qui le dérangent comme la notion de « confort », mais compte sur le bon sens et la cohérence afin de ne pas bloquer tous les projets de la Municipalité. C'est donc dans cet état d'esprit qu'il invite le Conseil à voter la motion, bien certain que le sens de son intervention ressortira dans le PV. En évoquant ses trois enfants, il exprime un léger malaise à l'idée qu'au nom de l'environnement on pourrait renoncer aux projets comme le skatepark ou encore le parc à chiens.

M. Philipp **Langer** félicite M. Fabrice **Dessaux**. Sur le fond il affirme la grande urgence du sujet. Mais dans les faits, l'application et l'implémentation de la motion dépend de ce à quoi elle oblige.

Faudrait-il l'adapter sous la forme d'une recommandation, car la question de la priorité se posera entre écologie et d'autres thèmes. Il se sentirait plus en adéquation avec cette motion si plus de précision était apportée quant à son application.

M Fabrice **Dessaux** répond que c'est effectivement une question qui se pose avec une motion. Aller trop loin aurait un effet contre-productif. Il reste donc sur une ligne directrice qui repose sur le fameux bon sens vaudois et après ce sera dans le cadre de l'exercice de la fonction du Conseil, au vu des projets qui arriveront que le Conseil pourra juger si l'esprit de la motion est respecté. Cependant, il n'a pas de réponse concernant une éventuelle officialisation de cet accord de principe, dont personnellement il n'a pas besoin à partir du moment où il sent une volonté majoritaire du Conseil. Et sans s'avancer trop, il espère une réponse favorable de la Municipalité. Après chaque objet sera étudié aussi sous l'angle de la motion.

M. Alain **Jouffrey** considère que la période de trois ans minimum est un point faible de cette motion. Il préférerait que ce soit clairement établi pour trois ans avec un bilan au bout. Cela dit, même si la motion n'est pas contraignante, elle met en place des critères qui obligeront les commissions à les appliquer ou au moins chercher des solutions alternatives pour s'en rapprocher. Il cite l'exemple du Service des achats de la ville de Lausanne qui a établi un catalogue qui permet de choisir un véhicule de service électrique chaque fois que cela est possible, lors du remplacement de véhicules qui fonctionnent à l'énergie fossile. Il considère que cette motion n'est pas parfaite, mais obligera la Municipalité à en tenir compte dans ses projets et au Conseil d'en débattre de manière plus structurée au niveau environnemental. Il n'y aura que des bonnes choses à y gagner.

M Alexandre **Wohnlich** soulève un argument qui n'a pas été encore évoqué lui semble-t-il et constitue la raison pour laquelle il soutiendra cette motion: La Suisse est assurément un des pays les plus riches du monde, Saint-Prex est l'une des communes les plus riches du canton de Vaud et vraisemblablement de la Suisse, si, ici, nous ne sommes pas capables de faire un petit effort dans ce sens là, c'est à désespérer. Il considère que Saint-Prex a un devoir d'exemplarité et ce n'est pas possible de prendre une posture comme si nous n'étions pas vraiment concernés. Rien que pour cela et malgré les difficultés d'application de la motion, il faut la soutenir.

M Marc **Hauswirt**: Sur le fond, il est tout à fait d'accord pour donner la priorité au climat, mais la forme lui pose un problème. Il estime que renoncer à des projets qui ne serviraient pas ce but dans ce délai de trois ans justifie qu'il vote contre.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Entendu le texte de la motion
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1- de renvoyer la motion à la Municipalité.

Avis favorables : 36

Avis contraires : 12

Abstentions : 8

La motion est renvoyée à la Municipalité.

12) Commission PRM - élection de deux membres suppléants

M. Pierre **Enderlin** annonce qu'à la demande M. François **Siegwart**, Président du Conseil intercommunal PRM, l'élection de deux membres suppléants pour la commission PRM a été mise à l'ordre du jour.

Il informe le Conseil qu'après consultation des responsables de groupe, deux personnes candidates se présentent, sauf candidature de dernière minute, soit:

M. Denis **Oggiano**, de l'Entente

M. Pascal **Perrottet**, de l'Entente

Il demande à l'Assemblée si d'autres candidats souhaitent-se manifester. Sans autre candidature, M. Denis **Oggiano** et M. Pascal **Perrottet** sont élus par acclamation.

M. Pierre **Enderlin** les remercie et invite le Conseil à les féliciter.

13) Information des délégations aux Conseils intercommunaux - rapport PRM

Le Président invite M. François **Siegwart** à présenter son rapport.

M. François **Siegwart**:(texte de l'intervention ci-dessous fourni par M. François **Siegwart**)

Je félicite les deux nouveaux délégués-suppléants qui ont été élus ce soir. Il est en effet primordial que la commune de Saint-Prex soit toujours bien représentée au Conseil intercommunal de la Police Région Morges et dans ses commissions. Comme les autres communes disposent de suppléants, c'est une bonne chose d'avoir comblé cette lacune ce soir.

En tant que délégué et Président actuel du Conseil intercommunal PRM, je me permets de faire une rapide synthèse des activités de ce Conseil depuis le début de la 1ère année de législature.

Quatre séances, dont celle de l'installation des Autorités, se sont tenues et une 5e se tiendra le 24 mai prochain.

Parmi les principaux préavis, à noter l'approbation du budget 2021 en septembre dernier, budget qui se ventile ensuite dans celui de notre Commune. Le plan de législature PRM 2021-2026 a été présenté par le Président du Codir, M. Laurent **Pellegrino**. A noter l'activité intense au niveau des postulats et interpellations : détermination sur le postulat "Pour une restriction des heures d'utilisation des souffleuses à feuilles, ainsi qu'une limitation selon les saisons", interpellation "Harcèlement de rue et violences sexistes dans l'espace public - qu'en est-il dans la région de Morges ?" et interpellation " Violence domestique sur des personnes sans statut en Suisse : qu'en est-il à Police Région Morges ?".

Le Conseil intercommunal a accueilli les invités d'honneur suivants pour des allocutions : M. Stéphane **Porzi**, Syndic de Saint-Prex pour l'accueil et présentation de la commune lors de la première séance, M. Olivier **Français**, Conseiller aux Etats, pour un exposé sur la politique de sécurité au niveau national, notamment dans les transports, armée, gendarmerie, etc. et enfin M. Boris **Cuanoud**, Préfet du district de Morges sur sa fonction de magistrat possédant des compétences en matière pénale. Il a mentionné la "judiciarisation" de la société, notamment dans les procédures d'amende et l'important nombre de plaintes et dénonciations. Enfin, Mme Noria **Gorrite**, Présidente du Conseil d'Etat, donnera une allocution lors de la séance du 25 mai prochain sur la cybersécurité.

Ce sera en principe la dernière séance qui se tiendra à Saint-Prex puisque le président actuel aura occupé cette fonction deux ans à cheval sur deux législatures. La présidence devrait revenir à Préverenges (M. Antoine **Chappuis**, actuel vice-président). Outre l'élection du nouveau président, vice-président et bureau, la séance du 25 mai sera chargée : approbation du rapport de gestion 2021 et des comptes de l'exercice 2021, lourd dossier de la modification des statuts et annexes de l'Association de communes Police Région Morges et enfin demande de crédit pour l'entrée dans le capital de la société Swiss Training Academy.

La cérémonie du rapport d'activité et d'assermentation PRM s'est également tenue cette année à Saint-Prex, le 16 février dernier en présence de Mme Béatrice **Métraux**, Conseillère d'Etat. Enfin, à noter que l'Association PRM fêtera ses 10 ans le 25 juin prochain.

M. Raymond **Tardy** demande une précision concernant les horaires d'utilisation des souffleuses qui sont des machines bruyantes.

M. François **Siegwart** répond qu'il lui est difficile de répondre car les règlements de police des différentes communes ne sont pas actuellement unifiés à ce sujet, mais cela est prévu dans l'avenir.

Mme Anouck **Gaümann** apporte une précision concernant l'adoption des nouveaux statuts de la PRM. La commission ad hoc a apporté des amendements ce qui allonge le processus législatif. Si les statuts sont acceptés par le Conseil de PRM, ils seront présentés au Conseil de chaque commune qui ne disposera pas du pouvoir de les amender et devra voter sur l'acceptation ou le refus des statuts en bloc.

M. François **Siegwart** informe que l'association PRM va fêter ses dix ans le 25 juin et il sera sans doute possible de visiter l'hôtel de police en fin de matinée ce jour là.

Mme Sylvie **Fuchs** informe qu'une présentation sur les résultats de PRM sera faite lors de la prochaine séance du Conseil. Le Commandant **Leu** présentera le parc électrique actuel et futur de la PRM.

14) Simple questions

M. Yves **Morand** demande une intervention au nom de la Commission consultative d'urbanisme (CCU) qui a été décidée indépendamment du dépôt de la motion de M. Fabrice **Dessaux**. (Texte de l'intervention ci-dessous fourni par M. Yves **Morand**)

Au nom de la CCU (Commission consultative d'urbanisme), commission composée de 6 membres dont au moins 2 membres du Conseil communal. Les membres actuels sont Mesdames Virginie **Bugnon**, présidente, Christie **Piquerez** conseillère communale et Messieurs Patrick **Barraud**, habitant du bourg, Steve **Tinguely** architecte, Pascal **Fazan** menuisier et moi-même, conseiller communal. Elle est convoquée régulièrement pour tous les projets de transformation et construction dans la zone sensible du bourg et ces alentours.

Si la CCU est acquise à l'énergie renouvelable donc au panneau solaire, elle est à l'unanimité contre la pose de panneaux solaire dans le bourg. La CCU soutient la motion de M. Fabrice **Dessaux** qui va également dans ce sens.

Actuellement, mis devant le fait accompli dans le cadre de la transformation de la belle ferme de la fondation Dubois ou le Canton oblige de mettre des panneaux photovoltaïques, qui va créer un précédent pour tout le bourg. En même temps on autorise la transformation du Château en interdisant de mettre des panneaux. Première erreur.

Le Département des monuments et sites qui interdisaient il y a encore une année la pose de panneaux au bourg s'est couché devant le Département de l'énergie. Deuxième erreur

Dans le bourg la possibilité de mettre des panneaux est assez réduite, alors enlaidir le bourg pour quelques m² donc peu de rendement, non. Troisième erreur

Selon l'importance des transformations la loi n'oblige pas toujours la pose de panneaux. Quatrième erreur

La solution idéale serait lors d'une transformation, une participation des habitants du bourg pour financer l'installation de panneaux sur des grandes surfaces à l'extérieur du bourg, mais la loi actuelle interdit de pouvoir profiter de production électrique ailleurs que sur son propre toit. Cinquième erreur

Il y a eu déjà beaucoup de discussions à ce sujet, on pourrait couvrir plusieurs milliers de m² moins cher et avec une production beaucoup plus grande que les quelques m² du bourg.

On nous a déjà dit que la loi allait être changée, mais quand il sera trop tard. Il y a une urgence de faire juste, de faire bien, de faire intelligemment.

Peut-être que pour accélérer les choses, il ne faudrait plus appeler cela crise climatique, mais pandémie climatique.

Dans l'attente, il y a urgence à décider et à tenir tête au Canton pour sauvegarder notre beau bourg, car si on laisse poser ces premiers panneaux c'est l'ouverture pour en avoir sur tous les toits.

Surface à disposition sur des toits des bâtiments communaux :

Je vous laisse découvrir ce document préparé par Steve **Tinguely** membre de la CCU

Je pense qu'après tout cela vous comprenez mieux pourquoi la CCU refuse la pose de panneaux au bourg,

La CCU demande à la municipalité de donner une réponse rapide et négative à la pose de panneaux pour le chantier de la fondation Dubois, chantier qui est en phase terminal. En faisant référence à cette célèbre phrase « comme il ne savait pas que c'était impossible alors il l'on fait. »

M. Jacques **Rochat**: intervient en tant que trésorier de la fondation Dubois. « *Ethiquement, c'est clair qu'on ne peut pas mettre des panneaux photovoltaïques noirs sur les toits du villages. Je tiens à préciser que poser d'autres panneaux solaires avec de moins bon rendement, correspond à 18% de moins pour notre chantier. En tant que Fondation, nous sommes tenus par les nouvelles lois qui n'existaient pas au moment de la mise à l'enquête. Maintenant, on juge que c'est une er-*

reur, faut-il toujours rester en arrière ou bien vivre avec son temps? Pour nous, cela représente un coût supplémentaire de plus de FR.-30 000, en prenant des panneaux de moins bon rendement. Au final ce sont les locataires qui vont les payer. Ce sont des appartements qui ne sont pas forcément à caractère social mais qui vont dans ce sens. Mais de ce fait, on va augmenter les loyers. La loi est ce qu'elle est maintenant. La balle est dans le camp de la Municipalité qui doit prendre ses responsabilités ou bien nous dédommager. »

Mme Barbara **Dellow**, réagit par rapport à la CCU qui s'inquiète de l'impact enlaidissant des panneaux photovoltaïques. Elle se demande comment la CCU a pu accepter le bâtiment à venir à la rue Forel dont elle a pu voir des plans de synthèse et qui lui semble bien pire que des panneaux photovoltaïques sur les toits du bourg. Elle souhaite avoir l'avis de la CCU à ce sujet.

M. Jan **Von Overbeck** : *« On oublie que la technologie avance très rapidement et qu'il faut toujours en tenir compte dans les projets car cela peut valoir la peine d'attendre un an. C'est pour cela que nous avons gardé une partie de l'argent pour aller voir ce que les startups de l'EPFL pourraient proposer d'ici à deux ans et qui répondrait mieux à la problématique des panneaux solaires dans le bourg. Le Plan cantonal vaudois exige de la part des communes d'avoir 30% d'énergie renouvelable sans précision de localisation. Si on couvrait les toits actuellement disponibles sans toucher à ceux du bourg, on arriverait vite à ces 30%. Mais on a un problème de législation et si on arrive à le montrer, on sera parmi les gens qui disent: changez la loi, aidez-nous. En faisant ces plans et les calculs, en posant un certain nombre de panneaux on arrivera à faire, mais il faudra changer la loi c'est la loi qui exige que deux bâtiments soient contigus pour transférer l'énergie solaire produite par des panneaux photovoltaïques posés sur l'un des toits. »*

M. Nicolas **Cottier** intervient à la demande M Yves **Morand**. *« La Commission climat et durabilité est allée à Epalinges où une coopérative solaire a été mise en place pour répondre aux demandes des locataires qui n'ont pas la possibilité d'agir sur l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits des bâtiments qu'ils occupent. A Epalinges, d'énormes surfaces de panneaux solaires ont ainsi été installées sur les bâtiments communaux et les locataires peuvent souscrire des surfaces données. Ce qui ne signifie pas qu'ils consomment l'électricité produite, mais même s'ils consomment encore du fossile dans leur bâtiment, comme ils produisent du renouvelable, ils touchent un rendement par le biais du prêt qu'ils octroient en souscrivant à ces surfaces. Donc l'objectif global de produire du renouvelable est atteint et c'est cela le plus important. Du point de vue des deux commissions, et nous en avons discuté avec la Municipalité en présence des représentants cantonaux, ce système est une piste qu'il faudrait explorer dans le cadre légal. Cher Canton, si un propriétaire auquel vous imposez de produire du renouvelable sur son toit a la possibilité de produire plus d'énergie renouvelable sur un autre toit pour le même montant ou autant que ce que la loi exige pour moins cher, tout en préservant son toit médiéval, pourquoi vous l'interdiriez? Le Chef de service qui n'était pas complètement fermé à l'idée a argumenté qu'une telle solution fait perdre de la surface possible. Ce à quoi, votre serviteur a répondu: commençons par couvrir tous les toits moches en les embellissant avec des panneaux photovoltaïques et puis quand on aura couvert tous les toits moches, on abordera la toits médiévaux. De nouveau on est dans cette logique de cristallisation où on oppose l'intérêt environnemental au patrimoine. Sur la partie obligation légale, il existe un trou souris dans lequel il est possible de s'engouffrer et cela vaut la peine de discuter avec les Autorités publiques mais une fois de plus, il faut faire preuve de bon sens ».*

M Yves **Morand** précise que La CCU est effectivement consultative mais souvent suivi par la Municipalité. *« On est pas obligé de dire toujours oui au Canton. Quand on isole un toit et que la valeur de la transformation ne dépasse pas 50% de la valeur assainie de la maison, on n'a pas l'obligation de poser des panneaux solaires. Si on transforme une maison où il n'y avait pas d'habitat, on est obligé de poser des panneaux, donc la loi, c'est une fois oui, une fois non et je rappelle que sur l'ensemble du bourg avec toutes les contraintes de toits qui sont mal tournés, les lucarne et le reste, on a pas fait l'inventaire, mais je crois que c'est moins de 500m². Donc, ce sont de toute petites surfaces avec des tout petits rendements qui vont coûter deux à trois fois plus cher alors que pour couvrir les 12000 m² ici, cela pourrait se faire rapidement, sans que cela coûte*

un centime à la Commune car il y a de nombreuses personnes intéressées à participer. J'ai entendu que la loi bouge »

Mme Véronique **Savioz**: « *La Municipalité se penche depuis plus d'un an sur cette question complexe avec des enjeux contradictoire entre l'environnement et la préservation du patrimoine. La politique cantonale qui a décidé de prioriser l'environnement par rapport au patrimoine nous place dans un cadre qui nous dépasse et il faut faire avec ces contraintes. On s'est renseigné également auprès d'autres communes. Certaines ont accepté la pose de panneaux solaires dans leur bourg, d'autres non et nous attendons encore des réponses. Il y a aussi des particuliers dans le bourg de Saint-Prex qui souhaitent poser des panneaux solaires sur leur toit. Pour le moment la Municipalité a dit non suivant l'avis de la CCU. Il y a là aussi une question de liberté individuelle. Tout prochainement, nous aurons aussi des contacts avec Berne parce qu'il y a aussi des points de vue différents entre Berne et le Canton. Nous ne réglerons pas ce dossier ce soir mais la Municipalité étudie les cas au regard de la police des constructions ».*

15) Contre-appel.

La séance est levée à 22h45

Le Président
Pierre Enderlin

La Secrétaire
Anne Devaux

Annexes

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 4 mai 2022

Communication n° 10/05.2022

Objet: visite de la station d'épuration intercommunale (STEPi)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous avons le plaisir de vous informer que nous organisons volontiers une visite de la STEPi pour les Conseillers communaux qui le souhaitent. Pour ce faire, vous voudrez bien vous inscrire auprès du Service de l'urbanisme et des infrastructures (sui@st-prex.ch) qui se chargera de l'organiser. La date retenue est le 9 juin à 17h00.

Vous pourrez y découvrir les installations et le fonctionnement de la station. Nos exploitants, MM. Chauvy, Faillétaz et Tardy se feront un plaisir de vous guider et de répondre à vos questions. Pour la visite, il convient de prévoir des habits « pas trop dommage », dus aux odeurs et salissures éventuelles, ainsi que des souliers avec de bonnes semelles (pour éviter de glisser).

La Municipalité

Saint-Prex, le 4 mai 2022/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à Véronique Savioz, municipale, au 076 417 56 86

Annexes

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 4 mai 2022

Communication n° 11/05.2022

Objet: opération «Coup de balai»

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

L'opération «Coup de balai» a eu lieu le 25 mars dernier. Les élèves des collèges du Chauchy et de Sous-Allens ont participé à cette opération avec enthousiasme, sous la responsabilité de leurs enseignantes et encadrés par le service de l'environnement et des espaces publics.

Ce fut un succès ! 375 enfants ont participé à cette action. Ils ont été répartis en quatre groupes et ont arpenté le territoire communal, divisé en quatre zones, durant cette journée ensoleillée. A leur arrivée, chacun a reçu une pomme comme récompense.

Après la pesée des sacs, il s'est avéré que les élèves avaient récolté pas moins de 89 kg de déchets divers.

Ce fut une belle réussite que la Municipalité souhaite rendre pérenne.

La Municipalité

Saint-Prex, le 4 mai 2022/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Anouk Gäumann, municipale, au 079 229 29 72

Annexes

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 4 mai 2022

Communication n° 12/05.2022

Objet: plantations sur la Commune

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

L'Association Vaudoise Pour la Nature a lancé un appel à projet pour l'arrachage des haies de lauriers-cerises, appelés aussi laurelles, figurant sur la liste noire des espèces exotiques envahissantes et leur remplacement par des haies vives indigènes. A l'instar de 5 autres communes de Région Morges, notre dossier a été retenu. Un soutien financier sous la forme d'une subvention a été mis à disposition de celles-ci. Cette dernière couvre le 100% des frais d'arrachage et de transport sur les terrains communaux, avec un plafond fixé à Fr. 12'000.—. L'achat de nouveaux arbustes indigènes est subventionné quant à lui à hauteur de 50%.

Bien que les lauriers-cerises soient sur liste noire, il n'y a pas d'interdiction à la vente, aussi bien au niveau cantonal que fédéral. L'espèce est encore largement utilisée par les paysagistes en raison de son faible coût et de son feuillage persistant.

La Municipalité souhaite montrer l'exemple au-travers de cette action, afin d'encourager les privés à renoncer également à ce type de plantation et à privilégier les essences indigènes. De plus, il y aura un impact bénéfique pour la biodiversité dans l'espace bâti, que ce soit au niveau de la faune ou de la flore.

D'autre part, la gestion et l'entretien des plantations des ronds-points de Penguey et du Glapin, ainsi que du massif sis aux Colombettes vont être repris par le SEEP. En effet, nous souhaitons privilégier les ressources en interne, qui ont les compétences requises pour ce faire.

La Municipalité

Saint-Prex, le 4 mai 2022/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Anouk Gäumann, municipale, au 079 229 29 72

Annexes

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 4 mai 2022

Communication n° 13/05.2022

Objet: collecte de textiles usagés

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Vous l'avez peut-être remarqué, de nouveaux containers verts ont été installés sur notre Commune. En effet, la Municipalité a mis un terme au 31 mars 2022 à son partenariat avec la société Texaid.

Nous avons décidé de travailler, depuis le 1^{er} avril 2022, avec Textura pour la collecte de nos textiles usagés. Cette entreprise fait partie de Démarche, société coopérative à but non lucratif et reconnue d'utilité publique, et a son siège à Lausanne.

Textura œuvre dans le domaine socioprofessionnel et a pour but la formation et l'accompagnement à la réinsertion de professionnels en situation de recherche d'emploi.

La Municipalité

Saint-Prex, le 4 mai 2022/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Anouk Gäumann, municipale, au 079 229 29 72

Annexes

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 4 mai 2022

Communication n° 14/05.2022 Objet: statistiques déchets 2021

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous avons le plaisir de vous communiquer les informations sur les déchets récoltés sur notre territoire pour l'année 2021.

L'année 2020 ayant été très particulière, en raison du COVID, mais aussi de l'incendie de la déchèterie, nous avons choisi de comparer la quantité de déchets de l'année dernière à celle de 2019.

Nous constatons une légère hausse de la quantité de déchets récoltés. De 372 kg récoltés par habitant en 2019, nous sommes passés à 382 kg pour 2021, soit +2.7%. Une première depuis l'introduction de la taxe au sac. En effet, de 594 kg par habitant récoltés en 2012, nous sommes passés à 372 kg en 2019.

La plus grosse hausse en termes absolus se situe au niveau des ordures ménagères : nous avons récolté 140 kg en 2021, contre 130 kg en 2019, soit +7.7%. Le plus grosse hausse en termes relatifs est à relever au niveau du verre: + 39% entre 2019 et 2021, passant de 23 à 32 kg par habitant. Une légère hausse est à constater pour les déchets compostables passant de 80 à 84 kg. Le volume du papier-carton a quant à lui baissé de 78 à 70 kg. Chose étonnante, sachant que durant cette pandémie, les achats par correspondance ont fortement augmenté. Faut-il en déduire que les citoyens auraient jeté plus de papier carton dans les ordures ménagères ? Le volume du bois a également baissé passant de 30kg à 26 kg.

Les autres déchets, tels que les encombrants (18 kg) et la ferraille (12 kg), restent stables d'année en année.

A la demande de la Municipalité, les agents de PRM font régulièrement des contrôles à la déchèterie pour s'assurer que les usagers soient bien domiciliés à Saint-Prex. De plus, les employés du SEEP inspectent systématiquement tous les sacs non officiels trouvés sur le territoire.

Dans sa séance de Municipalité du 21 mars 2021, la Municipalité a décidé de baisser la taxe déchets, tant pour les particuliers que pour les entreprises. Ainsi, en 2022, la taxe individuelle sera de Fr. 90.00 contre Fr. 108.00 et celle des entreprises de Fr. 165.00 contre Fr. 180.00.

Pour mémoire, la taxe initiale pour les habitants était de Fr. 150.00 lors de son introduction en 2012 et celle pour les entreprises de Fr. 200.00.

La Municipalité

Saint-Prex, le 4 mai 2022/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Anouk Gäumann, municipale, au 079 229 29 72 et à M. Anthony Hennard, vice-syndic, au 079 458 79 41

Annexes

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 4 mai 2022

Communication n° 15/05.2022 Objet: petit train touristique

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous vous informons que le petit train de Morges sera présent au P'tit Marché des 29 mai et 31 juillet 2022.

Il partira de Morges en fin de matinée avec un retour aux alentours de 15h00 - 15h30. Dans l'intervalle, le petit train vous emmènera autour de Saint-Prex durant le marché. Le trajet de ce tour sera défini dans le courant du mois de mai.

Le petit train peut accueillir 52 personnes ou 48 avec une personne en fauteuil roulant. Nous espérons que cette attraction attirera de nombreux chalands morgiens ou des environs au P'tit Marché et que le soleil sera de la partie.

La Municipalité

Saint-Prex, le 4 mai 2022/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Stéphane Porzi, Syndic, au 079 446 34 35